

TEMOIGNAGE



Dr. Ibrahima Coulibaly

*Inspecteur général de la santé du Mali
Superviseur national EPIVAC et point focal Mali (2002-2009),
Coordinateur du CODISU (Collège des Diplômés et Superviseurs)
du RIE (Réseau International Epivac)*

Tél.: 223 20 23 26 84

Fax.: 223 20 23 81 76

Mobile: 223 676 9 72 46

Email: ibrahimacoulibaly55@yahoo.fr

iboucoully55@hotmail.com

⇒ **Que vous a apportée, à titre professionnel et à titre personnel, cette expérience de sept ans en tant que superviseur au sein du programme EPIVAC ?**

Sur le plan professionnel, j'ai pu aider, dans mon pays, le Mali, à l'amélioration des indicateurs de santé en général et de la couverture vaccinale en particulier; concrètement, j'ai mis en oeuvre des méthodes et outils de management dans le service de santé dont j'étais en charge ; je pense avoir contribué à mettre à la disposition de mon pays des cadres professionnels de santé capables de gérer efficacement un programme.

A titre personnel, j'ai pu renforcer mes connaissances et compétences en vaccinologie pratique. Par ailleurs, cette expérience m'a permis d'ajuster mon comportement, notamment en termes de management. Enfin, l'appartenance à un réseau international de spécialistes en management des services publics de prévention vaccinale m'a donnée de gagner confiance en moi et d'apprendre à travailler en équipe.

⇒ **En tant que doyen des superviseurs, quels conseils donneriez-vous aux nouveaux superviseurs et stagiaires ?**

Je recommanderais aux nouveaux superviseurs de « s'accrocher », car être superviseur EPIVAC n'est pas une mission facile ; la responsabilité est triple : d'abord envers son pays, ensuite vis-à-vis de la coordination EPIVAC, enfin par rapport aux stagiaires, qui attendent beaucoup du superviseur. Pour assumer correctement ces rôles et fonctions, il faut en premier lieu se former soi-même à la vaccinologie et au management, mais également à l'informatique, à la recherche action, à la communication et à la supervision. Il faut par ailleurs être disponible non seulement pour les stagiaires mais également pour la coordination EPIVAC, particulièrement pendant le cours présentiel. Enfin, les déplacements requis impliquent aussi quelques contraintes.

⇒ **Quelles évolutions du programme EPIVAC vous semblent les plus importantes à l'issue de ces sept années ?**

J'ai pu observer que la formation EPIVAC s'est sans cesse adaptée aux réalités du terrain et a de fait évolué à différents niveaux : contenus des enseignements et des supports multimédias, enquêtes de terrain, agenda du cours, examen final, évaluations, réunions et séminaires pédagogiques, supervision ou encore notation, sans oublier l'introduction du « coaching » à distance et l'implication des anciens stagiaires et superviseurs dans le dispositif d'analyse. La formation EPIVAC me semble convenir aux pays en développement car elle répond au besoin d'adaptation à des contextes changeants. Depuis sa création, l'AMP (Agence de Médecine Préventive), maître d'œuvre du

programme, a toujours fait preuve d'innovation et de flexibilité. Un long chemin a été parcouru et le programme a aujourd'hui atteint sa vitesse de croisière.

⇒ **Quels sont, d'après-vous, les apports et défis d'EPIVAC dans votre pays ?**

Les apports du programme EPIVAC sont nombreux : EPIVAC a formé 5 superviseurs au Mali ; non moins de 49 médecins ont participé au cours présentiel, parmi lesquels 45 sont aujourd'hui diplômés en management des services publics de prévention vaccinale. Autant d'études de recherche-action ont été menées et un Réseau National EPIVAC (RNE), vivier d'experts compétents en vaccinologie, a été créé. Au-delà de cela, 39 districts sanitaires et plus d'un millier d'agents de santé ont bénéficié des enseignements dispensés par EPIVAC. Une étude destinée à évaluer les bénéfices du programme EPIVAC dans les districts bénéficiaires de 2002 à 2006 a été réalisée ; nous avons pu constater que tous les indicateurs ont été « boostés » : alors qu'avant la formation, aucun indicateur évalué n'atteignait 50% de performance, au moment de l'enquête, ils étaient tous au-dessus de 50%.

Les défis, quant à eux, sont immenses : face à la grande mobilité des ressources humaines au Mali, il s'agit surtout, dans les districts sanitaires bénéficiaires de cette formation, de pérenniser les acquis. Il faut également en relayer les résultats au niveau national, notamment pour ce qui concerne les mémoires de recherche opérationnelle (MRO), dont les recommandations doivent être partagées avec l'ensemble des acteurs de santé, pour que l'expérience des uns puisse servir aux autres, afin d'améliorer les indicateurs de santé et de fournir des prestations de qualité. Un autre défi, et non des moindres, réside dans le développement et renforcement du Réseau National EPIVAC (RNE), afin de mobiliser le vivier de compétences formées au bénéfice du pays.

⇒ **Vous occupez également la fonction de coordinateur du CODISU (Collège des Diplômés et Superviseurs) au sein du RIE (Réseau International Epivac). Quels sont, d'après vous, les défis et obstacles du RIE ?**

De mon point de vue, les principaux défis sont liés à la diversité des pays, à l'implication des membres, des autorités des pays et des partenaires au développement, enfin à la pérennité du financement du RIE.

⇒ **Vous occupez aujourd'hui la fonction d'inspecteur général de la santé au Mali. Quels sont les défis à relever dans votre pays en matière de vaccination, et quels rôles pourraient jouer en ce sens EPIVAC et le RIE ?**

J'ai effectivement été nommé inspecteur de la santé du Mali lors du Conseil des Ministres, le 18 février dernier. Dans mon pays, les défis en matière de vaccination sont nombreux et se déclinent à différents niveaux :

Volet institutionnel :

Le niveau d'ancrage de la direction du Programme Elargi de Vaccination (PEV) va être modifié : aujourd'hui, la direction du PEV constitue une section de la Division Lutte contre la maladie, qui se situe elle-même dans la Direction Nationale de la Santé. Ce changement va forcément engendrer une révision des missions, de l'organisation (organigramme) et du fonctionnement du PEV.

Volet Financement :

Le Mali compte parmi les pays en développement ayant des ressources limitées. Il a besoin, pour financer son PEV, de ressources internes et externes. Les ressources internes proviennent du budget de l'Etat et des collectivités décentralisées. Des études menées dans le cadre du programme EPIVAC ont montré que les ressources provenant des communautés sont faibles et ne dépassent pas 2% des coûts récurrents du PEV. D'après le Plan Pluri Annuel complet (PPAc) 2007-2011 du Mali, les besoins en financement s'élèvent à 119 614 249\$ sur les cinq ans. Sur ce montant, le financement assuré est, à date d'élaboration du PPAc, de 50 159 197\$, soit 41,93% du total requis, et la contribution du gouvernement national à ce dernier montant s'élève à 31 720 371\$, soit 63,23%. Le financement ainsi assuré par l'Etat pour le montant global correspond à 26,51%. Pour garantir l'indépendance vaccinale, il faudrait que l'Etat augmente sa part dans le financement du PEV.

Un autre problème se pose, dans le financement des activités, en termes de mobilisation des ressources. Cela entrave la réalisation de certaines activités, telles que les supervisions, le monitoring ou encore la maintenance des équipements du PEV.

Volet Ressources Humaines :

L'insuffisance et la grande mobilité de Ressources Humaines compétentes en matière de vaccination sont avérées et constituent de ce fait de véritables défis à relever.

Volet mobilisation sociale :

Le coût de la mobilisation sociale dans le PPAc s'élève à 2 666 583\$, soit 0,2% du coût total Ce montant mériterait d'être augmenté.

Volet approvisionnement, gestion des vaccins et sécurité vaccinale :

L'insuffisance de financements, la qualité et la quantité des équipements de chaîne de froid, la disponibilité de véhicules et la formation du personnel sur ces différents aspects sont autant d'obstacles qui entravent les activités de vaccination.

Le programme EPIVAC joue d'ores et déjà et peut potentiellement continuer de jouer, dans le futur, un rôle important dans le renforcement des capacités de ressources humaines capables d'agir efficacement sur les volets cités ci-dessus.

Le Réseau International EPIVAC (RIE) peut quant à lui aider, d'une part, dans la mise à contribution d'un vivier d'experts formés, d'autre part dans la mobilisation des partenaires et des communautés en faveur de la vaccination, enfin en matière de recherche action.

⇒ Merci beaucoup d'avoir accepté de témoigner et de contribuer à la première de la rubrique « Nouvelles et témoignages de nos partenaires sur le terrain »